



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 26 juin 2014
(OR. en)**

11315/14

**COPEN 182
EJN 67
EUROJUST 123**

NOTE

de:	M. Kornelios Korneliou, Ambassadeur, Représentant permanent, Représentation permanent de Chypre auprès de l'Union européenne
à:	M. Rafael Fernández-Pita y González, Directeur général, Conseil de l'Union européenne
Date de réception:	11 juin 2014
Objet:	Décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution - Notification de Chypre

Dans le respect des obligations qui incombent à la République de Chypre en vertu de la décision-cadre visée en objet, j'ai l'honneur de vous transmettre les déclarations/notifications requises, ainsi que le texte de la loi de 2014 sur l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution.

(Formule de politesse)

(s.) Kornelios Korneliou

Décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution

1) Notification conformément à l'article 3 de la décision-cadre

Autorités compétentes

a) Lorsque la République de Chypre est l'État d'émission:

- l'autorité compétente pour rendre des décisions est la Cour d'assises ou le tribunal de district ayant prononcé le jugement.

b) Lorsque la République de Chypre est l'État d'exécution:

- l'autorité compétente pour exécuter une décision d'un autre État membre est le tribunal de district dans le ressort duquel la personne à l'encontre de laquelle la décision a été rendue dans un autre État membre a sa résidence légale habituelle;
 - l'autorité compétente pour prendre les mesures consécutives aux fins de la surveillance de la mesure de probation ou de la peine de substitution est le ministère, le département ou le service compétent de la République de Chypre, selon le cas.
- c) Le ministère de la justice et de l'ordre public** prête assistance aux autorités compétentes qui rendent et exécutent la décision pour ce qui est de la transmission et de la réception du jugement et de la correspondance officielle.

2) Déclaration conformément à l'article 5, paragraphe 4, de la décision-cadre

L'autorité d'exécution compétente de la République de Chypre peut consentir à la transmission d'un jugement rendu dans un autre État membre et, le cas échéant, d'une décision de probation uniquement lorsque la personne condamnée a sa résidence légale habituelle en République de Chypre et est retournée ou souhaite retourner à Chypre.

3) Déclaration conformément à l'article 14, paragraphe 3, de la décision-cadre

La République de Chypre déclare que, pour l'ensemble des cas visés à l'article 14, paragraphe 3, elle n'assumera pas la responsabilité de prendre une décision ultérieure lorsque la personne condamnée ne respecte pas une mesure de probation ou une peine de substitution ou commet une nouvelle infraction pénale. Dans ce type de cas, la compétence sera transférée à nouveau à l'autorité compétente de l'État d'émission.

4) Déclaration conformément à l'article 21 de la décision-cadre

La République de Chypre déclare qu'elle acceptera tout document (jugement ou certificat) s'ils sont établis en grec, ou dans les deux langues officielles de la République de Chypre, ou en anglais.
